

C.S.M.F.<sup>1</sup>. Une autre « politique de santé » est demandée sans que soit pour autant remis en cause le système capitaliste : et voilà les médecins accusant la Bombe qui prend tout : « reprenons à la Bombe ce qu'elle nous a pris ! »

Un stade supérieur est atteint lorsqu'on fait appel à la nécessité d'une autre société où ne joueraient plus « les lois de l'échange privé », c'est-à-dire où seraient collectivisés les moyens de production. Or une telle politique, seule la classe ouvrière est capable de la mener et de la faire aboutir.

Dans le régime socialiste, la « nécessaire répartition du surproduit social » ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Mais elle se fera selon d'autres critères que la loi de l'offre et de la demande, et les intérêts du capitalisme. Certes elle se fera toujours selon des intérêts de classe — ceux du prolétariat — et en ce sens cette brochure est partisane. La politique de santé que nous réclamons est donc celle dans laquelle les besoins de la santé seront fixés non par les lois du marché, mais par les besoins réels du prolétariat.

Mais il se trouve que la classe ouvrière ne peut s'émanciper qu'en « émancipant l'Humanité tout entière ». En sorte qu'il est particulièrement vrai qu'une politique de santé socialiste profiterait aussi à la paysannerie et aux classes dites moyennes. Elle profiterait même, à long terme, aux capitalistes eux-mêmes comme individus. Mais il n'est pas nouveau que la bourgeoisie en tant que classe ne se laisse jamais guider par cette notion, sinon, se rappelant la phrase de Marx sur « l'aliénation des aliénateurs eux-mêmes », elle aurait détruit d'elle-même son propre pouvoir de classe.

Le corps médical lui, dans son ensemble, n'a donc que deux possibilités :

— ou bien se ranger du côté de la bourgeoisie et voir sa profession se dégrader et l'on ne s'étonnera pas qu'une telle position n'ait été choisie que par ceux qui ne risquent rien : les mandarins et les poujadistes de l'U.S.M.F.<sup>2</sup> ;

— ou bien se ranger du côté de la classe ouvrière, seule capable de lui assurer sa qualification professionnelle. Une minorité, surtout d'étudiants et de jeunes médecins, l'a aujourd'hui compris.

Mais que survienne comme en mai une crise révolutionnaire et la masse des indécis qui s'interrogent sur leur avenir et qui sont guidés par leurs soucis immédiats, ceux-là même qui suivent actuellement la bourgeoisie, faute de perspectives à long terme, basculera alors du côté du prolétariat. Cette jonction sera d'autant plus rapide que les contradictions du système seront plus aiguës ou qu'elles seront mieux perçues.

Cette brochure vise à en être un premier et modeste jalon, mais à travers cette analyse, elle veut laisser distinguer la possibilité de revendications transitoires qui, au sein d'un programme de transition, intégrant les autres secteurs, fourniront la perspective d'une société socialiste en France.

Le parti révolutionnaire capable de fournir aux militants de l'avant-garde de Mai une force collective en les armant d'un tel programme est encore à construire. Mais l'échéance est sans doute proche, et d'autant plus rapprochée que solides seront ses fondations. Tous peuvent et doivent y contribuer.

1. Confédération des Syndicats Médicaux Français.

2. Union des Syndicats Médicaux Français.